

Depuis quelques mois un débat s'est fortement installé parmi les intellectuel-le-s et militant-e-s de gauche en Amérique Latine en ce qui concerne le moment socio-politique que vit la région et, plus particulièrement, sur une possible « fin de cycle », impasse, ou reflux des différents gouvernements « progressistes » ou nationaux-populaires qui ont marqué le sous-continent depuis plus de 10 ans. Cette inflexion semblerait se confirmer avec les récentes élections présidentielles en Argentine et le retour fracassant de la droite néolibérale. Le sociologue marxiste Massimo Modonesi nous propose ici une lecture originale et polémique de la conjoncture avec une contribution gramscienne au débat sur la fin de cycle

L'expérience des gouvernements progressistes d'Amérique latine (Argentine, Bolivie, Brésil, Equateur, El Salvador, Nicaragua, Uruguay et Venezuela)¹ semble traverser une phase critique qui pour certains auteurs annonce une *fin de cycle*. Ce débat sur le caractère de la conjoncture recèle d'importantes implications stratégiques quant à l'avenir immédiat².

Je soutiendrai sous une forme synthétique l'idée suivante. Loin d'avoir pris fin ou de s'en approcher, ce cycle –à savoir la période où les forces progressistes exercent le gouvernement- n'est pas prêt de s'achever, tout au moins à court terme. Mais, dans le même temps, il est nécessaire d'identifier et d'analyser la fin de l'étape hégémonique de ce cycle ainsi que ses conséquences à moyen terme.

Nous partirons de la caractérisation du cycle progressiste latino-américain comme un ensemble de différentes versions de *révolutions passives*. C'est-à-dire, en suivant une intuition de Gramsci, une série de projets concrétisés en processus de transformations structurelles significatives qui, bien que limités et ayant lieu sur un arrière fond conservateur, sont impulsés par le haut moyennant des pratiques politiques démobilisatrices et « subalternisantes ». Ces pratiques s'expriment dans une large mesure dans des dispositifs de *césarisme* et de *transformisme*, qui sont des modalités de neutralisation par le haut et par le bas des canaux d'organisation, de participation et de leadership populaires³. La révolution passive étant une formule qui cherche et trouve une sortie hégémonique à une situation « où les forces qui s'opposent s'équilibrent d'une manière catastrophique » -une formule pertinente pour caractériser l'Amérique latine de la décennie de 2000-, nous pouvons analyser le moment actuel afin de traiter la problématique de la fin de cycle en mettant en relief un trait central et structurant de la conjoncture : la perte relative d'hégémonie des progressismes, c'est-à-dire l'incapacité grandissante à construire et à conserver dans la durée l'ample consensus interclassiste aux fortes racines populaires qui a caractérisé l'étape de consolidation de ces gouvernements.

On assisterait donc à la fin de cette phase de consolidation hégémonique qui, derrière ses manifestations électorales plébiscitaires, s'était matérialisée par l'exercice efficace d'une série de médiations de la part de l'Etat et des partis politiques, qui permirent l'éviction des droites de certaines positions stratégiques au sein des institutions et des appareils idéologiques d'Etat, ainsi que l'installation d'une série d'idées-force, de consignes et de valeurs politiques aux accents nationaux et populaires comme la souveraineté, le nationalisme, le développement, la justice sociale, la redistribution ou encore la dignité plébéienne. Dans certains pays, ce tournant a été parsemé d'affrontements directs avec des tentatives restauratrices de caractère putschiste ou extra institutionnel –comme ce fut le cas en Bolivie, en Equateur, au Venezuela, mais aussi en Argentine lors du *lockout* agricole de 2008. En affaiblissant fortement les droites de ces pays, ces épisodes ont

ouvert le chemin à une pratique hégémonique beaucoup plus profonde et probante de la part des

forces progressistes⁴. Parmi ces éléments qui ont contribué à ce qu'il est convenu d'appeler un « changement d'époque », la reformulation des cadres constitutionnels n'a pas été le moindre⁵.

Aujourd'hui, cette étape semble définitivement close. Depuis 2013, on perçoit une inflexion qui, telle une lame de fond, délaisse ce profil progressif pour en adopter un autre, tendanciellement régressif. Cette inflexion s'affirme par le biais de multiples variations formelles et temporelles en fonction du pays⁶. Ce tournant est particulièrement perceptible aussi bien dans les réponses budgétaires à la crise économique –privilégiant le capital face au travail et à l'environnement– que dans le durcissement de l'attitude gouvernementale envers les organisations et mouvements sociaux situés à leur gauche; durcissement verbal mais aussi matériel comme dans le cas des mesures répressives adoptées pour faire face aux récentes mobilisations en Equateur.

Gramsci distingue un césarisme progressif d'un césarisme régressif. J'ajouterai que cette antinomie peut s'appliquer aussi bien à l'analyse des formes et étapes d'une révolution passive en ceci qu'elle permet d'identifier les multiples combinaisons de traits progressifs et régressifs ainsi que la prédominance de l'un d'eux dans les séquences successives du processus historique⁷.

A cet égard, diverses tendances coexistent à l'intérieur des blocs et alliances sociopolitiques qui ont impulsé les gouvernements progressistes latino-américains. Le trait progressiste qui a dominé pendant l'étape initiale s'éclipse à la faveur d'un tournant tendanciellement conservateur et révèle une orientation régressive si on la compare avec l'étape hégémonique de l'exercice du pouvoir des gouvernements progressistes. Ce tournant a lieu, de manière organique, au sein des blocs et alliances qui soutiennent ces gouvernements et s'expriment dans les variations des politiques publiques. Du point de vue de l'optique de la défense du pouvoir, il se justifie par la nécessité de compenser la perte de l'hégémonie transversale par un déplacement vers le centre de l'échiquier politique.

Ce recentrage, soit dit en passant, semble contraster avec la logique des polarisations de type gauche-droite ou encore peuple-oligarchie qui caractérise le surgissement même de ces gouvernements portés par l'irruption de puissants mouvements anti-néolibéraux ainsi que par l'affrontement postérieur avec les tentatives restauratrices des droites, et dont les échecs ont ouvert les portes à la consolidation hégémonique. En même temps, si on suit l'hypothèse d'un retour des dispositifs populistes, de Maristella Svampa, un mouvement réel, organique et politique vers le centre n'exclut pas l'utilisation de la rhétorique de la confrontation typique du format populiste s'atténuera, et que la forme deviendra plus adéquate au contenu⁸.

Dans tous les cas, nous assistons à un tournant historique et structurel dans la composition politique de ces gouvernements et, par conséquent, à un virage dans l'histoire du temps présent latino-américain.

Le glissement vers un profil régressif est davantage perceptible dans certains pays (Argentine, Brésil, Equateur) que dans d'autres (Venezuela, Bolivie et Uruguay). Dans ces derniers, les blocs sociaux et politiques du pouvoir progressiste conservent mieux leur caractère compact, il y a peu de clivages à gauche et les droites sont relativement plus faibles (sauf dans l'incertaine scène politique vénézuélienne où cette appréciation est discutable). Pour autant que le phénomène de fond accuse

des déplacements moléculaires au niveau des alliances sociales et politiques ainsi que des contreparties en termes de réorientation des politiques publiques, nous nous limiterons –pour des raisons d’espace et en raison de la difficulté objective à rendre compte de l’ensemble de ces tournants à l’échelle latino-américaine– aux expressions les plus visibles dans la sphère du politique et dans le changement de leadership.

En Argentine, le tournant conservateur est assez évident avec la candidature de Daniel Scioli pour le Front pour la Victoire (FpV). A la différence du candidat à la vice-présidence, Zannini, Scioli ne provient pas du sérail kirchneriste, une situation qui reflète un *aggiornamento* vers le centre droit de ce « système politique en miniature » qu’est le kirchnérisme (selon l’expression de Juan Carlos Torre) ainsi que de son lent affaiblissement au cours de ces dernières années (*cet article a été écrit avant l’élection présidentielle du candidat de la droite néolibérale, Macri - NdE*)⁹.

Au Brésil, de nombreux auteurs ont souligné depuis quelques temps une mutation génétique qui a lieu -en marge des scandales de corruption- à l’intérieur du Parti des Travailleurs (PT). Le sociologue Francisco “Chico” de Oliveira l’a caractérisé comme le surgissement d’un *ornithorynque*, une figure hybride, mi-syndicaliste et mi- spéculateur financier, installée dans la gestion d’immenses fonds de pension naviguant dans les marchés financiers¹⁰. De ce point de vue, le retour possible de Lula ne modifierait pas substantiellement l’orientation politique assumée par Dilma Rousseff, tout comme elle demeura inchangée lorsque cette dernière remplaça le leader historique du PT à la présidence. Dans tous les cas, le recentrage politique se poursuit avec la diminution des dépenses sociales comparée à l’appui direct et indirect au processus d’accumulation. Cette même tendance se fait jour en Equateur depuis la marginalisation des secteurs de gauche à l’intérieur de *Alianza País* (AP) et du choix de Jorge Glas, un vice-président clairement identifié avec le secteur privé pour faire équipe avec Correa aux élections de 2013¹¹. En Uruguay, la passation de pouvoir entre Pepe Mujica et Tabaré Vázquez accuse un tournant idéologique régressif qui reflète un déplacement vers la droite des équilibres internes et externes du *Frente Amplio* (FA); et ceci, même en tenant compte de la continuité propre d’une force politique stable et d’un projet politique défini. Ce tournant, encore très récent, commence à peine à s’exprimer dans des actions et des situations concrètes qui semblent mettre en évidence une perte d’hégémonie ainsi qu’un réveil des oppositions sociales et politiques¹².

Dans son analyse des cas andins -bolivien et équatorien- Maristella Svampa signale une rupture des promesses qui sanctionne “la perte de la dimension émancipatrice de la politique et l’évolution vers des modèles de domination de type traditionnel, fondés sur le culte du leader et son identification avec l’Etat. »¹³.

En Bolivie, ce glissement vers le centre est moins perceptible en ce qui concerne la composition politique du bloc au pouvoir ; et ce même en tenant compte de l’émergence d’une “bourgeoisie aymara”, ainsi que de la bureaucratisation et de l’institutionnalisation d’amples franges dirigeantes des mouvements sociaux qui impulsèrent les luttes anti-néolibérales. En même temps, la perspective d’une réélection d’Evo Morales ainsi que l’organisation d’un possible referendum révocatoire ouvrent la voie à une conjoncture délicate, en dépit de l’absence d’alternatives électorales solides à droite. Car, si l’on fait exception de certains résultats locaux, la droite ne s’est pas encore relevée et

l'influence du Mouvement Sans Peur (*Movimiento Sin Miedo*) ne dépasse pas son bastion de la capitale (ce mouvement obtient moins de 3% lors des élections nationales de 2014)¹⁴.

Ces tendances régressives sont moins sensibles au Venezuela, le seul pays où s'imposent une participation généralisée des classes subalternes, avec la mise en place des Communes à partir de 2009 et en dépit du fait que cette initiative décentralisatrice fut compensée par la création -quasi simultanée- du Parti Socialiste Unifié du Venezuela qui joue le rôle d'organe de centralisation et de bras politique du *chavisme*. Par ailleurs, l'exacerbation de la polarisation par les droites tend à renforcer l'appui compact du camp populaire groupé derrière les dirigeants de la révolution bolivarienne, malgré la fragilité croissante de l'économie dont les tensions pourraient renforcer la tendance plus conservatrice¹⁵.

Ces différences nationales reflètent la plus ou moins grande influence de la réactivation d'une opposition sociale et politique de gauche. En effet, outre un renforcement relatif de la droite, il faut tenir compte du fait qu'à lieu dans ces pays une recrudescence de la protestation d'acteurs, d'organisations et de mouvements populaires antagonistes et autonomes qui vont à contre-courant de la subalternisation intrinsèque aux révolutions passives. Toutefois, et malheureusement, une inflexion à gauche de la politique latino-américaine ne semble pas être dans l'horizon politique, faute de persistance dans le temps, de consistance organisationnelle et d'articulation politique. De ce point de vue, en dépit d'une lente récupération de l'autonomie et des capacités de luttes, on n'observe aucun processus d'accumulation de forces politiques significatives au long de ces dernières années de perte d'hégémonie du progressisme, à l'exception, peut-être, du Front de Gauche et des Travailleurs (*Frente de Izquierda y de los Trabajadores* ou FIT) en Argentine, une force dont les perspectives et potentiel d'expansion ne sont pas non plus acquis¹⁶. En Equateur, les protestations de ces derniers mois ont traversé plusieurs secteurs sociaux et ont mis en jeu plusieurs revendications. Toutefois, en dépit de l'accumulation de malaises dans les secteurs populaires -et en particulier chez les indigènes et les travailleurs organisés- on ne perçoit pas l'émergence d'un pôle politique alternatif.¹⁷

Cette difficulté est l'effet partiel du reflux -pendant de la vague des luttes anti-néolibérales- des secteurs populaires vers des pratiques clientélistes et/ou corporatistes enracinées dans une culture politique subalterne. Elle résulte aussi, d'autre part, des initiatives (ou du manque d'initiatives) des gouvernements progressistes : ils préfèrent construire des appuis électoraux et sauvegarder des conditions de gouvernabilité plutôt que d'impulser, ou tout simplement de respecter, les dynamiques antagonistes et autonomes d'organisation, et la construction de canaux et de formes de participation visant une transformation profonde des conditions de vie des classes subalternes, et non pas uniquement une augmentation de leur capacité de consommation.

Cet affaiblissement ou, si l'on préfère, l'absence de volonté de renforcement, fait penser que l'intention « passivisatrice » qui est la contrepartie des transformations structurelles et des politiques redistributives (sans parler de la polémique autour de la continuité des modèles primo-exportateurs et extractivistes) a signifié une décennie perdue pour l'accumulation de force politique *par en bas*, de capacité de construction autonome des secteurs populaires, et ceci à l'inverse de l'ascension qui a marqué les années 1990 et qui a eu raison de l'hégémonie néolibérale, ouvrant ainsi la porte à la situation historique actuelle. Ce solde négatif ne permet pas, pour

l'instant, aux mouvements populaires de faire face à une double dérive vers la droite : d'une part, en raison du renforcement relatif des droites politiques et, d'autre part, en raison du tournant conservateur et régressif qui modifie les équilibres ainsi que l'orientation politique blocs au pouvoir soutenant les gouvernements progressistes latino-américains.

Néanmoins, la fin de l'hégémonie progressiste ne semble pas impliquer un risque immédiat de restauration des droites latino-américaines, comme on le soutient parfois sous le mode du chantage envers la gauche. En effet, les droites se remettent à peine de la lourde défaite politique des années 2000. Et elles sont également en train d'accepter et d'intégrer –signe de l'impact de l'hégémonie progressiste- des idées et principes qui ne correspondent pas au répertoire néolibéral¹⁸. Ce déplacement des piliers du sens commun met en relief le changement relatif d'époque dans l'agenda et le débat politique et culturel au sein de la période de moyenne durée qui va des luttes antinéolibérales des années 1990 jusqu'aux gouvernements actuels auto proclamés « post-néolibéraux ».

Pour conclure, les révolutions passives latino-américaines poursuivent leurs cours malgré la mauvaise passe qu'elles ont dû traverser lors des derniers mois. Encerclées par une opposition qui se renforce à droite comme à gauche, connaissant un virage conservateur et régressif, elles glissent dangereusement le long d'une pente qui –en anéantissant leur superbe hégémonique- annonce un possible début de fin de cycle, d'une durée variable et encore indéterminée.

(Traduction de l'espagnol par Matari Pierre).

Nos contenus sont sous licence Creative Commons, libres de diffusion, et Copyleft. Toute parution peut donc être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur-e(s) et URL d'origine activée.

références

1. ↑ Nous ne traiterons pas des cas du Honduras et du Paraguay, deux pays qui firent partis du cycle pour une brève période sous les gouvernements de Zelaya et de Lugo avant les *golpes blancos*. Ni du Pérou où le gouvernement de Ollanta Humala n'a pas connu un moment progressiste suffisamment clair et durable. Il en est de même du Chili en raison du profil néolibéral des gouvernements de la *Concertación* avant l'avènement de la toute récente « Nouvelle Majorité » de Bachelet.
2. ↑ Pour une synthèse équilibrée voir Franck Gaudichaud, "¿Fin de ciclo en América del Sur? Los movimientos populares, la crisis de los "progresismos" gubernamentales y las alternativas ecosocialistas" in *América Latina. Emancipaciones en construcción*, Tiempo Robado Editoras/América en movimiento, Santiago, 2015. Il est bon de signaler que la notion de "fin de cycle" vient exacerber un débat déjà polarisé. Certains intellectuels organiques du progressisme latino-américain ont réagi en (défendant sans réserve les) réalisations des gouvernements et en dénonçant l'hypothèse de fin de cycle; cette dernière serait l'œuvre d'une extrême gauche marginale. Par exemple, Emir Sader, « ¿El final de un ciclo (que no existió)? », *Página 12*, Buenos Aires, 17 de septiembre de 2015 17 septembre 2015. Cette position qui simplifie et polarise les critiques de l'extrême-gauche est également soutenue par le vice-président de la Bolivie Álvaro García Linera. Ce dernier combine ce débat avec celui autour de l'environnement et de l'extractivisme qui commença en 2010 au point d'accuser les ONGs critiques de "trotskistes verts" en collusion avec les intérêts étrangers : www.la-razon.com/nacional/Vicepresidente-Garcia-advierde-ONG-entrometen-pais_0_2324167612.html.

- Voir Massimo Modonesi, "Revoluciones pasivas en América Latina. Una aproximación gramsciana a la
3. † caractérisación de los gobiernos progresistas de inicio de siglo" in Mabel Thwaites Rey (editora), *El Estado en América Latina: continuidades y rupturas*, CLACSO-ARCIS, Santiago de Chile, 2012.
 4. † Le vice-président de la Bolivie, Alvaro García Linera, parle de "point de bifurcation" pour rendre compte de ce tournant stratégique des rapports de forces, qui ouvre la possibilité de l'exercice hégémonique. Voir Álvaro García Linera, "Empate catastrófico y punto de bifurcación" in *Crítica y emancipación* n.º 1, CLACSO, Buenos Aires, juin 2008.
 5. † La notion de *changement d'époque* (*cambio de época*) provient d'une expression du président équatorien Rafael Correa qui, en 2007, affirme que ce qui était en cours ne constituait pas une "époque de changements mais un changement d'époque". Cette idée fut reprise pour le titre du Congrès de l'ALAS de Guadalajara, cette même année, où j'ai présenté un texte qui développe la thématique (Massimo Modonesi, "Crisis hegemónica y movimientos antagonistas en América Latina. Una lectura gramsciana del cambio de época" en *A contracorriente*, Vol. 5, No. 2, University of Oregon, 2008). Simultanément, Maristella Svampa -avec qui nous avons entamé un dialogue lors de ce congrès- a publié un livre dont le titre a contribué à diffuser cette notion dans le débat académique, Maristella Svampa, *Cambio de época. Movimientos sociales y poder político*, CLACSO-Siglo XXI, Buenos Aires, 2008.
 6. † Comme je le l'ai signalé dans : M. Modonesi, "Conflictividad socio-política e inicio del fin de la hegemonía progresista en América Latina" in Jaime Pastor y Nicolás Rojas Pedemonte (coordinadores), *Anuario del conflicto social 2013*, Universidad Autónoma de Barcelona, Barcelona, 2014.
 7. † Voir M. Modonesi, "Pasividad y subalternidad. Sobre el concepto de *revolución pasiva* de Antonio Gramsci" in *Gramsciana. Rivista Internazionale di Studi su Antonio Gramsci* n.º 1, Turin, 2015.
 8. † Maristella Svampa, "América Latina: de nuevas izquierdas a populismos de alta intensidad" in *Memoria* n.º 256, México, novembre 2015.
 9. † Mabel Thwaites, "Argentina fin de ciclo" in *Memoria* n.º 254, México, mai 2015.
 10. † Massimo Modonesi, Entretien avec Francisco De Oliveira, "Brasil: una hegemonía al revés" in *OSAL* n.º 30, CLACSO, Buenos Aires, novembre 2011.
 11. † Francisco Muñoz Jaramillo (editor), *Balace crítica del correísmo*, Universidad Central del Ecuador, Quito, 2014.
 12. † Raúl Zibechi, "Diez días que sacudieron a Uruguay" in *La Jornada*, México, 18 septembre 2015.
 13. † Maristella Svampa, "Termina la era de las promesas andinas" in *Revista Ñ*, Clarín, Buenos Aires, 25 août 2015.
 14. † Pablo Stefanoni, "¿Perdió Evo Morales?" in *Revista Panamá*, 9 avril 2015, <http://panamarevista.com/2015/04/09/perdio-evo-morales/>.
 15. † Edgardo Lander, "Venezuela: ¿crisis terminal del modelo petrolero rentista?" in *Aporrea.org*, 30 octobre 2014, <http://www.aporrea.org/actualidad/a197498.html>.
 16. † Pablo Stefanoni, "El voto trotsko explicado a un finlandés" in *Revista Panamá*, 24 juillet 2015, <http://panamarevista.com/2015/07/24/el-voto-trosko-explicado-a-un-finlandes/>.
 17. † M. Modonesi, "Entrevista a Alberto Acosta Entretien avec Alberto Acosta, ¿Fin de ciclo de los gobiernos progresistas en América Latina? Límites y crisis del correísmo en Ecuador" in *Memoria* n.º 256, México, novembre 2015; Jeffery Webber, "Ecuador: en el impasse político" dans la revue *Viento Sur*, 20 septembre 2015, <http://vientosur.info/spip.php?article10496> (en cours de traduction en français pour ContreTemps web).
 18. † Voir le dossier de la revue *Nueva Sociedad* n.º 254 sur "les visages de la droite en Amérique latine ("Los rostros de la derecha en América Latina"), novembre-décembre 2014, en particulier les articles de Fernando Molina sur la Bolivie, ainsi que celui cosigné par Franklin Ramírez et Valeria Coronel sur l'Équateur.